

*Initiatives ministérielles*

changements sérieux à la politique à son arrivée à la Chambre en novembre. Il a dit que s'il n'avait pas proposé ces changements, et je cite: «A défaut de changements dans la politique, le déficit de l'année financière en cours serait de 34,5 milliards de dollars.» C'était en novembre 1984.

À la fin de mars 1985, il avait réussi à le faire grimper à 38 milliards. Puis, il a passé les sept dernières années à prétendre un peu partout au Canada que les libéraux avaient laissé un déficit annuel de 38 milliards.

Dans l'intérêt de la vérité, je suis sûr que le gouvernement acceptera de porter l'odieux des derniers 4 milliards qu'il a ajoutés au déficit entre novembre et la fin de mars, lorsqu'il a fait toutes les dépenses possibles dans l'espoir d'accroître ce déficit, pour prétendre ensuite l'avoir réduit, en termes de pourcentage, au cours des années suivantes.

Examinons ce qui s'est passé tout au long de son mandat. Au cours de la dernière année et demie, nous avons connu une récession qui a clairement été provoquée par la nécessité, comme l'a prétendu le gouvernement, de poursuivre une politique monétaire qui permettrait de freiner l'inflation.

Il faut se demander comment nous avons pu connaître une période d'inflation de cinq ans après le début du mandat de ce gouvernement. Je crois personnellement, madame la Présidente, que la réponse se trouve dans l'économie de 1988. C'était une économie à croissance très rapide. Elle a grossi de près de 5 p. 100 en 1988. Quelle politique appliquait le gouvernement à cette époque?

Il appliquait une politique de réduction des impôts présentée dans la première phase de la réforme fiscale de 1987, et cherchait à maintenir des taux d'intérêt passablement plus bas. Vous vous souviendrez que les taux d'intérêt ont commencé à augmenter rapidement à la fin de novembre 1988. Je trouve passablement étrange que, tandis que l'économie connaissait une croissance aussi rapide, une gestion aussi prudente de l'économie ait entraîné des réductions d'impôts et des taux d'intérêt bas.

La seule explication que j'aie pu trouver, c'est que nous avions des élections au pays le 21 novembre 1988. Donc, en 1989, le gouverneur Crow témoignait devant le comité des finances pour déclarer qu'il avait dû hausser fortement les taux d'intérêt en réaction à la croissance très rapide de l'économie que nous connaissions alors et qui avait marqué toute la fin de 1988—hausse rapide des salaires et marché domiciliaire en ébullition dans le sud de l'Ontario.

J'avance, qu'une politique plus prudente appliquée en 1988 aurait peut-être été moins appréciée en période d'élections, mais aurait maintenu la croissance de l'économie sur une base plus ferme jusqu'en 1990. Il n'était pas nécessaire que le gouvernement crée cette récession. Il n'était pas nécessaire qu'un million et demi de Canadiens soient mis à pied—même en reprenant les arguments du gouvernement.

Par ailleurs, pendant tout son mandat, le gouvernement a négligé de garantir la croissance économique future du Canada en appliquant des politiques conçues pour développer une main-d'œuvre compétente et souple, pour accroître la recherche et le développement scientifiques et pour favoriser des relations commerciales multilatérales plus dynamiques.

La politique du gouvernement est assez limpide: il s'est intéressé à une forme de déficit seulement. Il ne traite que le déficit financier. Il a négligé de s'occuper du déficit dans le financement de la recherche et du développement. Il a négligé de traiter du déficit en matière de formation, d'éducation. Pourquoi, dans un pays comme le Canada, 30 p. 100 de nos jeunes quittent-ils l'école avant d'avoir terminé leur secondaire? Pourquoi avons-nous un haut taux d'analphabétisme? Comment diable allons-nous pouvoir concurrencer non pas les Mexicains, mais les Japonais et les Allemands, ou même les Américains? Si le gouvernement ne s'intéresse qu'à un seul déficit, il en créera d'autres dans bien des domaines.

Et nos infrastructures? Pourquoi les routes, les ponts et les systèmes d'égout sont-ils dans un état lamentable partout au Canada et pourquoi les gouvernements de tous les paliers ont-ils peine à maintenir ces services? Ce sont pourtant là des éléments déterminants de notre développement économique futur. Parfois, il faut dépenser un dollar pour gagner un dollar. Je crois que c'est en ces termes que le monde des affaires décrirait la situation.

Pourquoi le gouvernement a-t-il signé un accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique en promettant, par la voix du premier ministre, et je cite, «de grands programmes d'adaptation», sans mettre de l'avant les programmes de formation ou d'adaptation qui auraient été si nécessaires pour permettre à nos travailleurs de conserver leur emploi pendant la difficile période d'adaptation qui devait nécessairement suivre la mise en oeuvre de l'accord? Avec cet accord combiné à un renforcement de notre dollar, passé de 76c. au moment des négociations à 88c. aujourd'hui, comment diable le gouvernement pouvait-il espérer voir les manufacturiers canadiens soutenir la concurrence sans aucune aide?